Finance verte: on est encore loin du compte

Par Romain Chicheportiche

GreenUnivers- 11 avril 2019

Bien que les « fonds verts » se multiplient, le manque de financement est le premier obstacle à la transition

énergétique identifié par Mazars. Dans un récent rapport, le cabinet d'audit et de conseil constate que les acteurs

financiers conservent une attitude très conservatrice à l'égard des investissements « verts », c'est-à-dire liés au

développement durable, en décalage par rapport aux autres acteurs économiques.

Les énergies fossiles largement plébiscitées

Mazars a interrogé 270 dirigeants et décisionnaires sur leurs intérêts et leurs actions en faveur de la transition

énergétique. Ils sont issus de structures publiques (100 élus et décideurs territoriaux), privées (120 dirigeants

d'entreprises, industriels des secteurs de l'énergie, la construction, les transports et la logistique), ainsi que du

secteur de la finance (50 acteurs bancaires, mutuelles, assurances, gestionnaires d'actifs et de portefeuille).

Si les 57% des entreprises interrogées et 86% des collectivités territoriales font de la transition énergétique une

priorité, la proportion tombe à seulement 36% chez les investisseurs. Un intérêt donc très relatif. Et 80% des

investisseurs ne mènent pas de politique de désinvestissement des énergies fossiles. Au contraire, ces énergies

polluantes sont toujours autant plébiscitées du fait de leurs rendements élevés.

« Les taux d'intérêt faibles, combinés aux niveaux de liquidités élevés, ne peuvent qu'inciter les acteurs

économiques à investir sur des projets de long terme. Paradoxalement, les investisseurs ne se sont pas encore

totalement saisis de la question de la transition énergétique et financent principalement des actifs carbonés. Ce

constat illustre le fonctionnement des marchés financiers favorisant l'émergence de bulles spéculatives attirant

les investisseurs vers des actifs très rentables à court-terme. Malheureusement, ce choix s'opère au détriment

d'actifs verts au retour sur investissement plus long et plus sensible aux évolutions du cadre fiscal et

réglementaire », constate Yann Guyomar, associé Énergie et Environnement, Trésorerie et cash management

chez Mazars.

Fonds « verts par conviction »

Dans cet univers très conservateur, quelques fonds plus vertueux et aventureux ont tout de même émergé. Parmi

les pionniers, citons les sociétés françaises de gestion Omnes Capital, Mirova, RGreen Invest, ou encore Demeter

qui a déjà investi pas moins de 1 Md€ dans les cleantech. Hors de l'Hexagone, le fonds souverain norvégien, abondé par la rente pétrolière, commence quant à lui à investir dans les EnR, tandis que celui de l'Irlande a reçu

pour consigne d'arrêter tout investissement dans les sociétés travaillant dans les énergies fossiles.

Mais ces fonds « verts par conviction », comme les a baptisés Mazars, sont plutôt esseulés sur la place financière

européenne. Ils ne représentent que 7% des fonds européens non cotés, et 1% des fonds cotés, selon une étude de

Novethic.

Une proportion qui s'explique par les fondamentaux des marchés financiers. Au risque additionnel perçu par les

investisseurs, « s'ajoute la tendance baissière des prix des énergies fossiles qui rend difficilement compétitif tout

projet d'investissement dans une infrastructure d'énergie renouvelable, dans un contexte d'absence de fiscalité

écologique incitative : en témoigne l'incapacité de la taxe carbone à compenser le différentiel de prix entre les

différents types d'énergie », indique de son côté Edouard Lecoeur, associé Infrastructure Finance chez Mazars.

Une taxe carbone dont la progression semble largement compromise en France. Il va donc falloir trouver

d'autres moyens d'orienter les financements vers les actifs verts.

Des outils à peaufiner

L'équation est relativement simple. Selon la Commission européenne, les besoins de financement pour la

transition énergétique sur le Vieux Continent s'élèvent à plus de 180 Mds€ par an jusqu'en 2030. L'enjeu est

donc de mobiliser et de flécher les capitaux vers des investissements verts, faute de quoi il sera impossible

d'atteindre les objectifs fixés en matière de transition énergétique. « Cela passera en partie par le développement

de modèles de financement vert plus souples et plus rationnels. Par exemple, les greens bonds sont aujourd'hui

sursouscrits : il faut élargir ce marché obligataire à des financements d'actifs favorisant le recyclage et la baisse

d'émissions carbone », propose Yann Guyomar.

Les pouvoirs publics ont également leur rôle à jouer. Fin 2015, le ministère de l'Environnement, de l'énergie et

de la mer, a lancé le label Transition Énergétique et Écologique pour le Climat (TEEC), pour promouvoir les

investissements verts. « Il apporte une première réponse pour garantir que les fonds sont bien investis pour la

transition écologique. Vingt-sept fonds sont aujourd'hui labellisés TEEC en France », se félicite Stéphanie

Chrétien, associée chez Demeter, en charge de Paris Fonds Vert, qui a participé à l'étude.

L'étude complète : https://www.mazars.fr/Accueil/News/Publications/Etudes/Financer-la-Transition-Energetique